

La francisation au coeur du quotidien

Sophie Thiébaud

Numéro 760, octobre–novembre 2012

Que vive la langue!

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67566ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Thiébaud, S. (2012). La francisation au coeur du quotidien. *Relations*, (760), 24–25.

Depuis 1980, trois programmes d'études fort différents ont vu le jour pour l'enseignement du français au primaire et au secondaire. Leurs effets sur l'enseignement ont été très variables étant donné la quasi absence de supervision pédagogique du corps enseignant par les autorités scolaires. On ne saurait donc leur accorder une importance déterminante. Aussi le tollé suscité par les programmes de la réforme – soi-disant responsables de mille dérives – ratait-il sa cible. Les résultats de notre étude – qui cherchait notamment à comparer les représentations et les pratiques déclarées des enseignants de français et des élèves avec celles de l'enquête du CSLF de 1984-1985 – montrent que, globalement, on enseigne le français à peu près comme il y a 25 ans.

L'enseignement de la grammaire, principalement de l'orthographe, domine toujours. Il est encore fortement traditionnel, malgré des changements majeurs dans la terminologie et un accent mis sur l'étude de la syntaxe. On développe les compétences de lecture des élèves, qui lisent chaque année plusieurs genres de textes autant littéraires que spécialisés ou utilitaires; on fait peu écrire les élèves et les activités de communication orale sont peu fréquentes et peu diversifiées – bien qu'une minorité du corps enseignant ait des pratiques différentes. Le cours de français est refermé sur lui-même, il prépare peu les élèves à comprendre ce qu'ils lisent dans les autres disciplines, malgré l'injonction des programmes de faire de la communication langagière une compétence transversale.

On peut donc se demander pourquoi l'enseignement du français a si peu évolué, alors que tout change: les pratiques culturelles des adultes et des jeunes, marquées par l'utilisation généralisée des nouvelles technologies de communication; la crise de l'autorité; les bouleversements

sociaux et familiaux; la mondialisation qui va de pair avec l'anglicisation et l'américanisation d'une grande partie de l'humanité; les valeurs dominantes de consumérisme et d'individualisme propulsées par le libéralisme économique, etc.

UN DÉFI COLOSSAL POUR LES ENSEIGNANTS

Les enseignants de français d'aujourd'hui sont écartelés entre leur rôle de maître et de passeur culturel et la nécessité de s'adapter à des jeunes pour qui la culture patrimoniale est davantage un fardeau qu'un gage d'émancipation. Devant le peu d'intérêt que présente le cours de français pour les élèves (ce que révèlent plusieurs enquêtes) qui, en grande majorité, ont peu d'appétence pour le savoir semblant sans utilité directe, considérant que leur compétence en français leur suffit pour communiquer, les enseignants privilégient les apprentissages de base, quitte à rogner sur leurs idéaux culturels. Ils contribuent ainsi à maintenir ce qu'ils désiraient pourtant combattre: une langue et une culture pauvres. Ce faisant, ils renforcent le sentiment d'ennui et d'inutilité associé à cette matière scolaire.

Malgré ce sombre tableau, les élèves québécois réussissent très bien, autant aux examens nationaux qu'aux tests internationaux de lecture et d'écriture (PISA, OCDE). Il est donc abusif de les accuser d'incompétence (certains ont une grande maîtrise de la langue et de la communication, on l'a constaté durant la grève étudiante), même si on peut

Or, doit-on le répéter: la qualité et la pertinence d'un texte ne se mesurent pas, tant s'en faut, au seul degré de maîtrise de l'orthographe, véritable culte dans la culture francophone. Au secondaire, on passe nettement plus de temps à faire des dictées et autres exercices d'orthographe qu'à écrire des textes, à les réviser et à les corriger.

La francisation au cœur du quotidien

SOPHIE THIÉBAUT

L'auteure, travailleuse communautaire, est conseillère d'arrondissement pour Projet Montréal dans le district Saint-Henri-La-Petite-Bourgogne-Pointe-Saint-Charles

Je cherchais un colocataire. Moi-même immigrante, je m'installais dans mon premier logement au Québec. Je n'avais pas grand confort à partager, mais je ne voulais pas vivre seule. Le travail mis à part, j'avais du temps à offrir.

Abbas est arrivé dans ma vie avec son grand sourire et son incroyable vitalité. J'ai appris peu à peu son parcours et comment il avait dû quitter son pays, l'Iran. Arrivé depuis peu à Montréal, il demandait le statut de réfugié politique – qu'il obtint quelques mois plus tard. Il était dans la cinquantaine. Sa langue maternelle était le farsi, il ne connaissait pas le français et ne parlait que quelques mots d'anglais.

Je me souviens encore lorsqu'il est venu visiter l'appartement. La conversation ne pouvait qu'être limitée! Par la suite, je lui ai offert de boire un thé devant la fenêtre ensoleillée. «*Energy! energy!*» disait-il en me montrant le ciel. Il me l'a répété si souvent par après. L'énergie il l'avait, je l'avais, et elle circulait entre nous. Nous avons vécu ensemble plus d'un an. J'ai ainsi choisi de l'accompagner au quotidien dans son apprentissage de la langue et de la réalité d'ici, de vivre selon l'idée que l'accueil et la francisation des immigrants, ce n'est pas que l'affaire des autres – institutions, groupes communautaires, employeurs, etc. –, mais bien celle de nous tous.

Au début, nos échanges verbaux portaient essentiellement sur la nourriture partagée ou sur des aspects de l'organisation de la maison. Grâce à leur répétition quotidienne, Abbas apprivoisait les mots associés aux objets, couleurs et sensations que je lui désignais. Il apprenait «tranquillement pas vite», comme on le dit justement au Québec!

s'interroger sur les critères de ces évaluations. Par exemple, à l'examen d'écriture de 5^e secondaire, au cours des cinq dernières années, la moyenne nationale a oscillé entre 72 % et 75 % et le taux de réussite entre 88 % et 91 %. Cependant, les élèves québécois ont une piètre maîtrise de l'orthographe: la moyenne nationale n'a jamais atteint la note de 60 % depuis 25 ans; leur incompétence relative ne date donc pas d'aujourd'hui. D'ailleurs, depuis plus d'un siècle, on se plaint des lacunes des écoliers, élèves et étudiants en orthographe.

Or, doit-on le répéter: la qualité et la pertinence d'un texte ne se mesurent pas, tant s'en faut, au seul degré de maîtrise de l'orthographe, véritable culte dans la culture francophone. Au secondaire, on passe nettement plus de temps à faire des dictées et autres exercices d'orthographe qu'à écrire des textes, à les réviser et à les corriger. Lorsqu'ils font écrire des textes, peu d'enseignants mettent en place des activités où les élèves apprendraient comment les réviser et les corriger, activités au cours desquelles le travail grammatical prendrait pourtant son sens (Chartrand et Lord, 2013). Avoir réalisé des exercices sur l'accord des participes passés ne suffit pas pour les orthographier correctement dans un texte; les recherches sont claires sur ce point. Malheureusement, force est de constater que les recherches prometteuses en didactique du français, en psychologie cognitive, en psycholinguistique ou en linguistique peinent à modifier significativement la réalité scolaire: manque de diffusion vulgarisée, mais aussi de programmes conjoints (écoles-universités) de formation continue des enseignants.

L'ESPOIR DANS LES LUTTES À MENER

À propos de l'enseignement du français, si le discours de la déperdition est inacceptable, le statuquo l'est tout autant:

Quand il s'agissait de raconter une histoire ou même de parler politique internationale, c'était tout un défi. On utilisait la grande carte du monde accrochée dans la cuisine et on «jouait la pantomime», pour reprendre ses mots. Pour se faire comprendre, il fallait souvent mimer la scène plus que la raconter. Ça finissait souvent en rires!

Des mots prenaient aussi leur place dans notre langage commun parce qu'Abbas avait apprécié leur sonorité, ou que leur découverte était rattachée au plaisir d'un moment passé ensemble dans une tentative de discussion. La musique aidait aussi beaucoup. Abbas écoutait des chansons en français et y découvrait un mot, une phrase qu'il répétait ensuite à satiété dans toute la maison comme le «Écoute-moi! T'en vas pas!» de la chanson *Aïcha* de Rachid Taha. Parfois, la communication orale devenait trop difficile. L'un de nous était fatigué, moins motivé; et on ne s'en sortait pas, on ne se comprenait plus. Tant pis, on montait le volume de la radio et on dansait.

on peut faire mieux. Le Plan d'action pour l'amélioration du français de la ministre d'alors, Michelle Courchesne, adopté en 2007, fut un coup d'épée dans l'eau en raison de l'absence de soutien aux enseignants et de supervision pédagogique. Depuis deux décennies au Québec, il n'y a aucune volonté politique de garantir un enseignement de qualité du français pour tous, un enjeu démocratique majeur.

Les pistes pour remédier à cette situation sont pourtant connues, en commençant par une meilleure formation initiale des enseignants accompagnée d'exigences plus élevées pour l'admission aux programmes d'enseignement primaire et secondaire. Prétextant une pénurie d'enseignants, le ministère de l'Éducation fixe des quotas élevés pour les programmes de formation à l'enseignement du français. Aussi les universités admettent-elles tous les candidats qui s'y présentent, y compris ceux qui échouent aux tests de français à l'entrée et qui ont eu une scolarité antérieure médiocre. En fait, il n'y a pas tant pénurie qu'un mode de gestion du personnel qui entretient la précarité en éducation. Ensuite, il faut une formation continue cohérente portant prioritairement sur les savoirs disciplinaires et leur didactique; l'affectation des enseignants les plus expérimentés dans les classes des milieux défavorisés; la réduction du nombre d'élèves par classe; une valorisation sociale de la profession enseignante qui passerait par des exigences accrues de formation et d'autoformation, mais aussi par une hausse de la rémunération. Pour imposer cela à l'État marchand, il faut des organisations syndicales, professionnelles et citoyennes militantes. Le mouvement étudiant a-t-il ouvert la voie à une mobilisation pour l'amélioration de l'éducation et de l'enseignement du français pour tous? On ne peut que le souhaiter. ●

Rapidement, Abbas est venu avec moi au centre communautaire où je travaillais. Il a rencontré d'autres personnes qui ont pris le temps et tenté patiemment de communiquer avec lui. Il ramenait à la maison d'autres mots et d'autres expériences. Je me souviens comme il était heureux d'avoir compris le mot *partager*. Il m'expliquait avec le plus grand sérieux: «partager, c'est bon partager!»

Il avait envie d'apprendre. La langue française comme la vie dans ce nouveau pays où il venait d'atterrir. Et malgré ce qu'il avait pu vivre et la coupure d'avec ses racines et sa famille, il était curieux de tout et tout semblait l'enchanter.

Finalement, je me suis installée avec mon conjoint et Abbas a trouvé un nouveau logement. Nous sommes toujours restés en contact et il m'appelle toujours fidèlement plusieurs fois par année. Son français est toujours un peu haché, hésitant. Mais même au téléphone et sans support gestuel, nous continuons avec générosité à nous raconter l'essentiel.